

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EUROCOOLER SYSTEMS

3 rue François Slakta
70320 CORBENAY

Références : UID257090/SPR/BB/NP 2022 - 1216D
Code AIOT : 0005901114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement EUROCOOLER SYSTEMS implanté 3 rue François Slakta 70320 CORBENAY. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROCOOLER SYSTEMS
- 3 rue François Slakta 70320 CORBENAY
- Code AIOT : 0005901114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de radiateurs permettant le refroidissement de transformateurs électriques. Des activités d'emboutissage, soudage et peinture sont principalement réalisées sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des rejets atmosphériques et suivi des émissions en Composés Organiques Volatils (COV),

- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 1.1	/	Sans objet
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 22.2	/	Sans objet
5	Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1.V.	/	Sans objet
11	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.3	/	Sans objet
13	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-46-25	/	Sans objet
3	Emissions de COV	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 20.1	/	Sans objet
6	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 24 et 26.1	/	Sans objet
7	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 25.2	/	Sans objet
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.2.1.	/	Sans objet
14	Dépôt de peinture et de solvants	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 31.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence la nécessité de mettre à jour la situation administrative de l'établissement suite à sa reprise après sa liquidation judiciaire. L'inspection a constaté que l'exploitant faisait des investissements importants afin de remettre à niveau des installations (toiture, installations électriques) et la gestion des déchets était bien réalisée, malgré le contexte économique difficile.

L'exploitant doit poursuivre ses actions, notamment en s'assurant de la disponibilité de moyens à mettre en oeuvre en cas d'incendie, et fiabiliser également le suivi de ses émissions de composés organiques volatils.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Administratif			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : La SA ESAC holding, siège social BP 8 70800 SAINT LOUP SUR SEMOUSE, la SA ESAC INDUSTRIE et la SA EUROCOOLER ayant mêmes sièges sociaux, sont autorisées conjointement, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter les installations décrites dans le tableau ci-dessous, sur le territoire de la commune de CORBENAY lieu dit "Champs Correy", parcelles 25-568-569-571-802- 803, section C du plan cadastral.			
Constats : La dernière situation administrative connue de l'inspection est la suivante :			
Désignation de l'activité	N° de la rubrique	Régime	Volume d'activité
Traitement des métaux	2565	A	Le volume total des cuves de traitement est de 11 000 litres
Application de peinture par tout autre procédé que « le trempé »	2940-2 a	A	La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est de 1 510 kg/j
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	1432	DC	Capacité équivalente totale : 40 m ³
Travail mécanique des métaux et alliages	2560	D	La puissance installée est de 159 kW
Emploi de matières abrasives	2575	D	La puissance installée est supérieure à 140 kW
Installation de combustion	2910	DC	La puissance thermique maximale est à 4,49 MW
<p>Les constats suivants peuvent être faits:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 2565 : cette rubrique relève désormais du régime de l'enregistrement. L'exploitant a indiqué que les installations de traitement de surface étaient à l'arrêt et qu'il envisageait de ne plus les utiliser. - Rubrique 2940-2-a : cette rubrique relève désormais du régime de l'enregistrement. L'activité respecte le seuil autorisé. La quantité de peinture utilisée en 2021 est d'environ 183 t. - Rubrique 1432 : la rubrique 1432 a été supprimée et remplacée par les rubriques 4330/4331 en fonction de la catégorie des liquides inflammables. L'exploitant ne s'est pas encore positionné vis-à-vis de ces rubriques. Le jour l'inspection, 37 t de produits étaient stockés sur site. - Rubrique 2910 : l'exploitant n'a pu préciser lors de l'inspection la puissance thermique installée car des chaudières ont été arrêtées. <p>Par ailleurs, au vu de la consommation de solvants de l'exploitant (97 t en 2021), les activités de peinture sont également soumises à la rubrique 1978-8 (Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an) sous le régime de la déclaration. L'exploitant bénéficie de l'antériorité pour cette rubrique créée le 01/01/2020.</p> <p>Observation n°1 : l'exploitant doit transmettre à l'inspection une actualisation de sa situation administrative, et en particulier se positionner vis-à-vis des rubriques 4330/4331 et indiquer la puissance des installations de combustion relevant de la rubrique 2910.</p>			
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1.
Constats : L'exploitant a indiqué lors de l'inspection sa volonté d'arrêter définitivement les installations de traitement de surface, qui relèvent de la rubrique 2565 soumise au régime de l'enregistrement. L'exploitant devra alors faire une notification au Préfet selon les modalités des articles R.512-46-25 et suivants du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 20.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité maximum de composés organiques volatils (en équivalent CH ₄) autorisée à être rejetée à l'atmosphère (émissions canalisées et diffuses) est de : - 0.750 t/j - 180 t/an
Constats : L'émission de COV pour l'année 2021 est de 47,8 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets qu'il communique à l'inspecteur des installations classées. Au minimum : - l'exploitant établit annuellement un bilan matière précis en solvant prenant en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés y compris les produits utilisés comme agents de dilution et de nettoyage, les quantités de solvants récupérées et celles éventuellement vendues, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination. Ce bilan, accompagné de tous commentaires utiles, est transmis avant le 1^{er} avril de chaque année à l'inspecteur des installations classées. - l'exploitant fait réaliser annuellement par un organisme spécialisé une campagne de mesures sur l'ensemble des rejets canalisés. Elle devra déterminer les concentrations et le flux en COV. Les résultats de cette campagne sont transmis dès réception du rapport de mesures à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de tous commentaires utiles.</p>
<p>Constats : L'exploitant effectue un bilan matière des solvants sous forme d'un plan de gestion des solvants, transmis à l'inspection via la déclaration sur la plateforme GEREPE.</p> <p>Par contre, l'exploitant ne fait pas réaliser de mesures de ses émissions de composés organiques volatiles au niveau de l'aspiration du poste d'application de peinture.</p> <p>Non-conformité n°1 : l'exploitant ne fait pas réaliser de mesures des émissions atmosphériques de composés organiques volatils.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1.V.
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses relatives aux COV définies au I ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après. Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation. L'installation ou les parties de l'installation dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées au point II ci-dessus peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Les émissions des substances visées au point II restent néanmoins soumises au respect des valeurs limites prévues au II. L'exploitant transmet le schéma de maîtrise des émissions au préfet avant sa mise en œuvre. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées, et lui transmet sur sa demande, les données lui permettant de vérifier que ces prescriptions sont respectées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait le choix d'appliquer un schéma de maîtrise des émissions (SME) au lieu de respecter les valeurs limites d'émissions en concentration dans les rejets canalisés en pourcentage de solvants utilisés pour les émissions diffuses.</p>

L'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants pour l'année 2021 et les calculs pour son SME. L'émission cible à respecter est correctement calculée à partir de la consommation d'extraits secs, conformément à la circulaire ministérielle du 23/12/03 relative aux schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils.

Pour 2021, la consommation de solvants est de 97,154 t et les émissions de COV de 47,832 t : la consommation d'extraits secs est 132,557 t, et l'émission annuelle cible est de 49,709 t. L'émission cible est donc respectée.

L'inspection a examiné les modalités de calcul des émissions de COV de l'exploitant. Il est à noter que le fichier utilisé par l'exploitant a été fait par un ancien responsable HSE, qui n'est plus dans l'entreprise. L'exploitant ne connaît pas exactement les hypothèses prises pour le calcul des émissions de COV.

Les données concernant les teneurs en COV et en extraits secs sont issues des fiches techniques des produits et des informations des fournisseurs.

Pour calculer les quantités de solvants utilisées, l'exploitant multiplie les quantités de produits consommées par la teneur en COV.

Pour calculer les quantités d'extraits secs utilisées, l'exploitant multiplie les quantités de produits consommées par la teneur en extraits secs pour les peintures hydrosolubles. Pour les peintures solvantées, la quantité d'extraits secs est obtenue en soustrayant la quantité de solvants à la quantité totale de produits. Ce dernier calcul peut poser problème, car l'inspection a identifié que pour certaines peintures, la somme des teneurs en COV et en extraits secs (ES) ne faisait pas 100%.

C'est notamment le cas pour les produits suivants :

- PECHP182016 : ES 48% ; COV 32% (total : 80%)
- PECHPU477006 : ES 51% ; COV 28% (total: 79%)
- PECHPUMIO7030M : ES 51% ; COV 22 % (total 73 %)
- PEGEEP007040 : ES 77% ; COV 33% (total 110%)
- PEPLPU007033 : ES 59% ; COV 31% (total 90%)
- PEPLPU381632 : ES 59% ; COV 34% (total 93%)

Ces écarts peuvent conduire à une mauvaise estimation de la quantité d'extraits secs utilisée, et donc de l'émission annuelle cible autorisée. L'exploitant doit donc s'assurer des teneurs en extraits secs et COV dans les cas où la somme ne fait pas 100%.

Concernant le calcul des solvants présents dans les déchets, le fichier de calcul fait l'hypothèse d'une teneur en solvants de 90% dans les boues et les bâches. Les déchets de ce type ont été vus lors de la visite ; ils présentaient un caractère solide qui met en doute cette teneur élevée en solvants. L'exploitant a indiqué que son prestataire déchets faisait des prélèvements pour analyses. L'exploitant doit lui demander les résultats pour la teneur en COV pour vérifier l'hypothèse prise.

Non-conformité n°2 : l'exploitant doit vérifier les hypothèses prises concernant la teneur en solvants des déchets éliminés, et fiabiliser le calcul de la quantité d'extraits secs utilisée pour les peintures solvantées.

Concernant les actions de réduction des émissions, l'exploitant essaie d'utiliser des peintures contenant moins de COV. Des essais de passage à 100% peintures hydrosolubles ont été faits, mais sans succès. Les références de peintures sont imposées par les clients, ce qui limite la marge de manœuvre de l'exploitant.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 24 et 26.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque enlèvement les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques ..) et conservé par l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - code du déchet selon la nomenclature, - origine et dénomination du déchet, - quantité enlevée, - date d'enlèvement, - nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé, - destination du déchet (éliminateur), - nature de l'élimination effectuée. <p>Le traitement et l'élimination des déchets, qui ne peuvent être valorisés, doivent être assurés dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que le procédé et la filière mis en oeuvre soient adaptés à ses déchets. Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1er juillet 2002, du caractère ultime au sens de l'article 1er de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.</p> <p>Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n°94.609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des enlèvements de déchets.</p> <p>Pour les déchets non dangereux, l'entreprise fait appel à une entreprise unique (fers et métaux). Les bons d'enlèvement des déchets ont été consultés par sondage.</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'exploitant fait appel à un courtier comme intermédiaire. Les déchets sont bien envoyés vers des filières autorisées (filière R1). Les bordereaux de suivi des déchets (l'exploitant utilise Trackdéchets) ont été consultés par sondage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. A cette fin : <ul style="list-style-type: none">- les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),- les déchets liquides ou pâteux doivent être entreposés dans des récipients fermés, en bon état et étanches aux produits contenus. Les récipients utilisés doivent comporter l'indication apparente de la nature des produits,- les aires affectées au stockage de déchet doivent être pourvues d'un sol étanche aux produits entreposés et aménagées de façon à pouvoir collecter la totalité des liquides accidentellement répandus,- les aires doivent être placées à l'abri des intempéries pour tous dépôts de déchets en vrac ou non hermétiquement clos susceptibles d'être à l'origine d'entraînement de polluant par l'intermédiaire des eaux pluviales. Cette disposition vaut pour le dispositif de rétention associé au stockage d'huiles, d'acides et de peintures usagées. Pour les autres dépôts, le rejet des eaux pluviales recueillies sur les aires de stockage ne pourra intervenir qu'après constat de l'absence de toute pollution,- les mélanges de déchets ne doivent pas être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. Le stockage de déchets doit être effectué de façon à ne pas entreposer sur une même aire des produits incompatibles entre eux de par leur nature.
Constats : Les déchets dangereux sont entreposés dans des bennes ou dans des GRV, qui sont situés dans un bâtiment. La toiture du bâtiment, qui était en mauvais état, a été refaite, donc les déchets sont à l'abri des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de zonage des risques de son établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n° 1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Elles doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection de jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques. Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le ministre chargé du travail pour les vérifications sur mise en demeure. Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Une vérification annuelle des installations électriques est effectuée. L'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE concernant les vérifications des installations électriques réalisées du 02/12/2021 au 03/12/2021. Le rapport présente de nombreuses observations. L'exploitant a prévu un programme important de rénovation de ces installations électriques. Une première tranche de travaux a été faite l'été dernier. Des travaux de plus grande ampleur sont prévus sur le dernier trimestre 2022. L'exploitant a présenté le devis de l'entreprise CEERI pour un montant de 216 k€.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers, en rapport avec l'importance et Les risques présentés par l'installation. En particulier, l'établissement doit disposer au minimum de 2 poteaux d'incendie normalisés, ainsi que d'une réserve d'eau de 360 m³ établie conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Le S.D.I.S.S., Centre de Secours principal de Luxeuil les Bains, sera consulté avant toute implantation.</p> <p>Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.</p> <p>Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le plan des emplacements de ces extincteurs. Plusieurs ont été vus lors de la visite des installations.</p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs a été fait au 4ème trimestre 2020 par la société SICLI. Désormais, l'exploitant collabore avec l'USAPS (Unité Sauvetage Aquatique et Premiers Secours). Un repérage et un premier contrôle des matériels a été fait, mais l'USAPS est en attente d'approvisionnement en extincteurs pour remplacer ceux qui doivent l'être. Cette action doit se faire d'ici la fin de l'année.</p>
<p>Non-conformité n°3 : l'exploitant doit faire effectuer un contrôle annuel des extincteurs. Il transmettra à l'inspection le justificatif des contrôles faits en 2022.</p> <p>L'exploitant dispose de 2 poteaux incendie. Le contrôle des débits a été fait il y a 5 ans.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu confirmer lors de l'inspection la présence de la réserve de 360 m³. Il est à noter que les activités de l'établissement ont diminué par rapport à la date de l'AP, et que les moyens incendie décrits ne sont peut-être plus adaptés.</p>
<p>Non-conformité n°4 : l'exploitant doit s'assurer de la disponibilité des moyens prévus dans son AP concernant les réserves d'eau.</p> <p>Enfin, le site ne dispose pas d'une détection incendie. Des rondes de surveillance sont faites par l'astreinte et un réseau de caméra de surveillance est présent et relié au téléphone de la direction.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes doivent prévoir : [...] - La conduite à tenir en cas de sinistre. [...]
Constats : En cas d'incendie, le confinement des eaux d'extinction est assuré d'une part par les bâtiments et d'autre part via la fermeture du réseau d'eau via des vannes. A ce jour, aucune procédure de confinement des réseaux n'existe. Seul le responsable maintenance sait comment le réaliser.
Non-conformité n°5 : l'exploitant doit formaliser dans une consigne les modalités de confinement des réseaux d'eau en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Dépôt de peinture et de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 31.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les peintures et solvants seront entreposés dans un local spécifique spécialement aménagé à l'écart de toute autre activité. [...] Le sol du local sera incombustible et formera rétention. Le volume de la rétention sera équivalent à au moins 50 % du volume de produits entreposés
Constats : Le dépôt de peinture et solvants a été vu lors de la visite des installations. Il est situé dans un bâtiment indépendant des bâtiments de production. Le bâtiment fait office de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet